

Fleville devant Nancy

ZAC de Frocourt 21 rue Antoine de St Exupery
54170 Fleville devant Nancy

Tél : +33649093810

Mél : vivien.huy@bureauveritas.com

N° affaire : 30431096/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **PALAIS CAMBOUT**

31 RUE CAMBOUT

57000 METZ

Destinataire :

MINISTERE DE LA JUSTICE : DELEGATION
INTERREGIONALE DU SECRETARIAT GENERAL DU
GRAND EST : DEPARTEMENT DE L'IMMOBILIER DE
NANCY




Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
29/01/2026	Rev0		Vivien HUY 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	8
1.2. Présentation des intervenants	8
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	9
2.1. Principe des séquences d'interventions	9
2.2. Inspections Communes	9
2.3. PPSPS	9
2.3.1. Pénalités	10
2.4. Sous-traitance	10
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	10
2.4.2. Transmission du PGC	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	11
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	11
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	11
2.8. Protections individuelles	11
2.9. Modalité d'accueil des salariés	11
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	12
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	13
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	13
3.2. Emprise de chantier	14
3.2.1. Clôture et portail	14
3.2.2. Accès	14
3.2.3. Circulations	15
3.2.4. Signalisation	16
3.2.5. Stationnements	16
3.2.6. Stockage	16
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	17
3.2.8. Cantonnements et entretien	18
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	19
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	19
3.3.2. Plan d'installation de chantier	19
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	20
4. MESURES DE COORDINATION SPS	21
4.1. Définition des séquences d'interventions	21
4.2. Analyse de risques	23
4.3. Co-activités et protections collectives	28
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	28
4.3.2. Déplacement de protection collective	34
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	34
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	34
4.4. Equipement de levage	34
4.4.1. Autorisation de survol	35
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	35
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	35

4.5.1. Approvisionnements et stockage	35
4.5.2. Travaux superposés	35
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	35
4.5.4. Protection contre le bruit	35
4.5.5. Protection contre l'incendie	36
4.5.6. Travaux en hauteur	36
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	36
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	37
4.6. Moyens communs	38
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	38
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	38
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	38
4.6.4. Protection des accès – Auvents	38
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	39
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	40
5.1. Stockages sur le chantier	40
5.2. Nettoyage	40
5.3. Enlèvement des déchets	40
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	40
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	41
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	41
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	42
6.1. Déclarations particulières	42
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	43
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	43
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	43
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	43
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	44
6.7. Cas particulier	44
7. ORGANISATION DES SECOURS	45
7.1. Téléphone de secours	45
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	45
7.3. Travail isolé	45
7.4. Procédure d'organisation des secours	45
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	46
7.6. Point de rencontre secours	46
7.7. Modèle de fiche de secours	47
ANNEXES AU P.G.C.	48

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des différents plans et programmes fonctionnels détaillés dans la notice PRO
- des échanges concernant l'amiante avec le MOA révélant l'absence d'amiante dans les zones de travaux concernées par le projet.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Remise en état du Palais Cambout suite à un sinistre par dégât des eaux.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'offre

Mode de passation des marchés : lots séparés.

Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 mars 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 9

Phasage des travaux: Pas de phasage particulier.

1.1.4. Démarche environnementale

Minimiser l'impact environnemental du chantier

Réduire les nuisances

Préserver les ressources naturelles

Limiter la pollution

1. Gestion des Déchets :

Tri sélectif

Recyclage des matériaux

Réduction des déchets à la source

Valorisation des matériaux

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site

2. Consommation des Ressources

Optimisation de la consommation d'eau
Limitation de la consommation énergétique
Utilisation de matériaux durables
Choix d'équipements économes

3. Protection de l'Environnement

Préservation des écosystèmes
Protection des sols
Limitation des émissions de CO2
Réduction des nuisances sonores

L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout écoulement de produits ou matières polluantes vers les sols ou les plans d'eau, les bouches d'eaux pluviales, les réseaux d'eaux usées, les terre-pleins et endroits à risque (château d'eau, école...).

Prévoir des bacs de rétention, et kit anti pollution + kit absorbant

Le nettoyage des engins doit se faire sur une aire aménagée à cet effet avec fosse de décantation

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : L'opération est scindée en plusieurs lots séparés:

LOT 01 : Installation – Préparation de chantier – Démolition
Installation de chantier et mise en sécurité
Préparation des zones d'intervention
Démolitions des éléments dégradés

LOT 02 : Plâtrerie – Faux-plafonds – Cloisons – Menuiseries intérieures
Reconstitution des faux-plafonds (dalles 60x60 cm)
Création/reprise de cloisons (notamment salle de convivialité)
Menuiseries intérieures et embrasures
Coffrages techniques

LOT 03 : Revêtements de sol
Sol PVC aspect parquet dans circulations et bureaux
Carrelage 60x60 cm (sanitaires)
Ponçage et vitrification parquet existant (bureau 103)
Plinthes

LOT 04 : Peinture – Signalétique
Peinture murs et plafonds
Reprises après curage
Signalétique réglementaire

LOT 05 : Plomberie sanitaire
Rénovation sanitaires RDC (locaux 12)
Raccordements salle de convivialité
Vérifications installations existantes

LOT 06 : Électricité CFO/CFA
Vérification et remise en service installations électriques
Densification postes de travail (69 postes)
Éclairage (dalles LED, spots, suspensions)
Contrôle d'accès et SSI
Vérification ascenseur et chaudière

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : -Nombre d'entreprises intervenantes (estimation, sous-traitants compris) : environ 7
-Effectif moyen prévisible du chantier : 2 à 20 intervenants

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en catégorie 2 au sens de l'article R.238-8 du Code du Travail.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	MINISTERE DE LA JUSTICE : DELEGATION INTERREGIONALE DU SECRETARIAT GENERAL DU GRAND EST : DEPARTEMENT DE L'IMMOBILIER DE NANCY	20 boulevard de la Mothe 54000 NANCY	06 19 92 28 55 thierry.fabre@justice.gouv.fr	THIERRY FABRE
Maîtrise d'œuvre	AME ARCHITECTURE	39, avenue Pierre 1er de Serbie 75008 PARIS	06 48 09 57 28 c.henry@ameameame.fr	CLEMENTINE HENRY
Coordonnateur SPS	Bureau Veritas Construction Metz	5 rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	06 49 09 38 10 vivien.huy@bureauveritas.com	Vivien HUY
CARSAT	CARSAT Alsace-Moselle	3, place du Roi George 57036 METZ Cedex 01	03 87 66 86 22 espace-prevention.metz@carsat-am.fr	CONTACT PREVENTION
DREETS	DREETS Moselle	1, Rue Chanoine Collin 57000 METZ	03 87 56 54 00 ddets-uc1@moselle.gouv.fr	CONTACT INSPECTION
OPPBTP	OPPBTP Agence Grand Est	71 Rue des 5 Piquets 54000 NANCY	03 83 20 20 03 grandest@oppbtp.fr	CONTACT OPPBTP

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas mais complète les modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Les entreprises qui doivent établir un PPSPS et participer à une IC sont déterminées en appliquant les règles décrites dans l'Annexe au PGC intitulée Annexe Arrêt Cour de Cassation du 14 Janvier 2025.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Selon CCAP

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités

compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Prendre connaissance des repérages avant intervention :

Les combles sont prévus comme base vie chantier → Diagnostic complémentaire recommandé avant occupation.

Travaux concernés par le risque plomb :

Cage d'escalier RDC Dépose/repose sols + plinthes ÉLEVÉ (plinthes 5,57 mg/cm²)
Bureau 09 Transformation en salle convivialité ÉLEVÉ (boiseries + fenêtres)
Bureau 06 Reprise murs après curage ÉLEVÉ (murs 13-15 mg/cm²)
Dégagement 08 Reprise sols + murs ÉLEVÉ (barreaux 14,75 mg/cm²)
Sanitaires 12 Rénovation complète MOYEN (barreaux fenêtres)

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès au site :

L'accès au chantier se fera depuis la voie publique et suivant le plan de masse transmis dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
Respecter le plan de circulation.

Réseaux provisoires (si nécessaire) :

L'entreprise désignée (voir tableau) aura à sa charge, conformément aux articles R 238.41 à 45 du Code du Travail :

- Le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable
- Le raccordement à un réseau de distribution électrique
- Une évacuation des matières usées.
- Une desserte en voirie

Elle prendra contact avec les concessionnaires concernés pour les branchements et la livraisons des réseaux provisoires de chantier.

Ces réseaux devront être protéger contre les risques mécaniques, de heurts, d'écrasements et de gel.

Ces réseaux permettront d'alimenter en eau et électricité les besoins du chantier.

Ces travaux seront réalisés en amont dès la préparation de chantier afin de pouvoir mettre en service les locaux base vie au démarrage des premiers travaux.

Ils seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Ils seront accessibles et sécurisés, à l'abri des intempéries

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Durant les travaux, les voies de circulation et les zones de travaux seront condamnées et interdites au public. Toutes les zones de travaux et de stockage devront être sécurisées contre le risque d'intrusion.

CLOTURE DE CHANTIER :

L'entreprise titulaire mettra en place, suivant les travaux à effectuer en extérieur :

-Des clôtures délimitant la zone de chantier et constituées de panneaux stables d'une hauteur minimale de 2 mètres (de type HERAS par exemple), avec intégration de portails véhicules et piétons. Les éléments de clôture seront liaisonnés et boulonnés entre eux en permanence

Des panneaux "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC" et "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" en quantité suffisante et judicieusement disposés.

Elle vérifiera régulièrement l'état des clôtures et des portails et en assurera l'entretien.

En dehors des horaires du chantier, les accès au site seront fermés à clé par des portails.

CLOISONS PROVISOIRES :

Si nécessaire et en cas de travaux générant de la poussière, l'entreprise aura à sa charge :

La Fourniture et la mise en oeuvre de fermetures provisoires et des protections anti-poussières pendant toute la durée des travaux y compris la dépose et évacuation de l'ensemble en fin de chantier, y compris nettoyage des salissures et remise en état.

3.2.2. Accès

Accès Principal

Adresse : 31 rue du Cambout, 57000 Metz

Accès piéton :

Entrée principale via le porche (local 15)

Passage par le hall d'accès (local 01) au RDC

Sas d'accès (local 03) avec système de contrôle

Accès Véhicules & Stationnement :

Information réglementaire PLU :

Zone : UA, UAB6

Stationnement véhicules : Selon normes applicables aux bureaux/activités

Stationnement vélos : Prévu selon réglementation

Il conviendra de définir l'emplacement exact des places de stationnement et l'accès véhicules spécifique au site.

Le personnel devra être identifiable en permanence (carte d'identification professionnelle, badge ou une tenue de chantier permettant de connaître le nom de la société à laquelle il appartient (ou sur le casque) et, le cas échéant, l'entreprise lui ayant sous-traité les travaux.

Un registre de présence journalier sera tenu par chaque entreprise titulaire et inclura ses sous-traitants.

Toutes personnes qui accèdent au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles suivantes : Casque, chaussures de sécurité, vêtements de travail adaptés ainsi que les EPIs adéquats aux travaux à réalisés.

L'entreprise qui accueille, doit fournir le matériel de sécurité à ses visiteurs.

Utilisation des voies de circulation existantes.

Accès chantier depuis la voirie, les accès seront sécurisés et balisés

L'entreprise désignée devra remettre, avant tout démarrage de travaux, un plan de circulation des véhicules pour l'approvisionnement du chantier.

L'Entrepreneur doit se conformer aux réglementations de circulation en vigueur ou aux recommandations du MOA/MOE.

Il devra tenir compte de la structure de chaussée des voies qu'il compte emprunter.

Il sera tenu pour responsable de toutes les dégradations occasionnées aux voiries empruntées.

Pendant toute la durée de ses travaux, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas salir ou détériorer la voirie publique ou privée.

Il doit prendre également toutes dispositions nécessaires avec les services compétents pour ne pas perturber la circulation.

Il sera entièrement responsable des accidents causés par la négligence de ces prescriptions, de plus, le Maître d'oeuvre pourra faire procéder d'office, et aux frais de l'entrepreneur, aux nettoyages et réfections indispensables à la sécurité des tiers en cas de défaillance de celui-ci.

D'une manière générale, tout entrepreneur doit à tout moment laisser libre l'accès du chantier ainsi que les éventuelles sorties de secours, baliser et protéger ses zones de travail.

Les zones de stockage n'empiètent pas sur les zones de circulation. Les moyens d'accès ne débouchent pas sur une installation ou situation dangereuse.

La liste du personnel de toutes les entreprises, compris sous-traitants ou indépendants agréés par le maître d'ouvrage, est tenue à jour par chaque entreprise sur un registre ou tableau et à disposition des organismes de prévention pour contrôle.

Le chantier n'est accessible qu'au personnel de chantier

3.2.3. Circulations

Consignes applicables pour les engins et véhicules :

- circulation au pas à proximité et sur le chantier (présence de piétons et véhicules).
- respecter la signalisation
- respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.)
- respecter les priorités
- respecter les distances minimum de sécurité
- respecter le code de la route
- ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet
- circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni)
- ne pas circuler benne levée
- circuler feux de croisement allumés
- ne pas circuler au point mort

Donner la priorité à la voie publique.

Mettre en place si nécessaire, des dispositifs de ralentissement de la circulation du chantier aux abords de la voie publique

Fléchage, signalisation

Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation.

Sur voirie extérieure et sortie de chantier :

- Un panneau « SORTIE D'ENGINS » sera mis en amont et aval des accès au chantier,
- Un panneau « STOP » sera mis en place en sortie de chantier.

Il est impératif de sécuriser les circulations du chantier avec des signalisations claires et comprises par tous (fléchage, signalisation de la piste et des bords de fouille...)

Les différentes entreprises intervenantes entretiennent la zone travaux et pendant la totalité de son intervention assure le nettoyage des voiries intérieures et des places de stationnements du chantier comprises à l'intérieur des clôtures. Ce nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries pour notamment réduire les émissions de poussières ou lors des phases de terrassement.

Eclairage des zones où le personnel est amené à circuler.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

L'entreprise devra organiser le trafic des camions pour :

- l'évacuation des gravats (fraisats, béton,,etc),
- l'approvisionnement des matériels et matériaux,

-faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet.

Circulation des engins à l'intérieur du chantier :

- Tout engin à moteur circulant à l'intérieur de la zone "travaux" (hors chemin d'accès et zone de livraison) est considéré comme engin de chantier.
- Limitée au strict emploi d'engins nécessaires aux mises en oeuvre,
- Neutralisation des zones de travail et de circulation
- Formations et autorisations de conduite pour tout chauffeur,
- Equipped de gyrophare, klaxon et caméra de recul pour tout véhicule entrant dans les zones de travaux,
- Se renseigner au préalable de toute intervention d'engins lourds type grue ou nacelle sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés.

Livraisons et replis

- Dans le cas de "circulation dangereuse" ou dans le cas de manoeuvres pour les entrées-sorties du site, le livreur sera guidé par le chef de chantier de l'entreprise livrée et ce sur tout le parcours concerné par le risque, le chef de manoeuvre étant alors équipé en conséquence (baudrier fluorescent)
- Information des fournisseurs et notamment pour ce qui concerne le gabarit des véhicules utilisés.

Circulation en hauteur :

Les accès provisoires ,(échafaudages,...), qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent restés libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils,..... afin de limiter les risques d'accidents de plain- pied et les chutes de hauteur.

L'échelle d'accès au premier plateaux sera déposée avant de quitter le chantier, afin d'interdire l'accès à des tiers (échafaudage).

3.2.4. Signalisation

SIGNALISATION ROUTIERE HORS CHANTIER :

Assurée par l'entreprise concernée et le gestionnaire de voirie

SIGNALISATION SUR CHANTIER :

Sur le chantier, les zones à risques seront signalées par les entreprises concernées : toute signalisation nécessaire au bon déroulement du chantier (port des EPIs, accès interdit...), les zones interdites
Le panneau de chantier sera mis en place par l'entreprise désignée.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules personnel est interdit sur le chantier.

Le stationnement des véhicules de chantier se fera sur un parking défini dans le plan d'installation de chantier. Aucun véhicule ne doit stationner sur les voies réservées à l'approvisionnement en matériel et matériaux et gêner le bon déroulement des travaux.

Aucun stationnement ne sera autorisé sur les voies de circulation ou sous une zone de travaux

Les voies pompiers seront maintenues libres en permanence.

Le stationnement provisoire des véhicules de chantier (livraisons et déchargements du matériel) devra se faire dans une zone sécurisée hors circulation.

3.2.6. Stockage

CONCERNE TOUTES LES ENTREPRISES

Aucune circulation ne devra être interrompue.

Aucun stockage ne pourra se faire sur les voies de circulation.

Toutes les zones de stockage seront clôturées.

Pas de stockage qui risque de chuter (bord de fouille, en bord de bâtiment sur toiture...)

Les zones de stockage doivent être sécurisées contre le risque de chute d'objet, le risque de chute de hauteur, le renversement des matériaux, stabilité...

Le matériel ou des matériaux peuvent se renverser ou basculer suite à un déséquilibre (un défaut de stabilisation, d'amarrage, d'ancrage ou des appuis, des effets du vent, suite à un choc et/ou une mauvaise manoeuvre, une mauvaise répartition de charge, ...)

Stockage précaire : L'ensemble du matériel entreposé ou stocké devra être stable et amarré pour éviter le risque de chuter sur quelqu'un.

Ne stockez pas sur un sol encombré, inégal ou glissant (ou pouvant le devenir).

Stockez les éléments les plus lourds le plus en bas possible, afin d'avoir le centre de gravité le plus bas possible.

Privilégiez le stockage à plat.

Utilisez les râteliers pour le stockage vertical.

STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion.

Chaque entreprise utilisant des produits portant sur l'étiquette "produit dangereux et/ou inflammable" devra joindre sa fiche de données de sécurité afférente au produit et suivre les instructions du fournisseur tant pour le stockage que pour la mise en œuvre du produit.

Les approvisionnements de produits inflammables à l'intérieur des locaux en travaux seront limités à une journée de travail et les récipients vides seront évacués en fin de journée.

Les lieux de stockage seront soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage et coordonnateur SPS.

Les produits inflammables (colles, peintures, solvants, etc.) seront stockés à l'intérieur de magasins disposant d'extincteurs en nombre suffisant.

Les entreprises installeront leurs magasins et aires de stockage selon le principe prévu sur le plan d'installation de chantier. Ces aires ne sont pas figées et pourront être déplacées à la demande du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre ou du coordonnateur.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle mettra en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Coactivité :

Accès interdit dans la zone de stockage des autres entreprises.

Respecter les cheminements, signalisation temporaire et sécurité mis en place.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

Les réseaux de chantier seront mis en place avant le démarrage des travaux : coffrets de chantier, éclairage des circulations, point d'eau.

Les besoins des entreprises devront être anticipés et transmis au MOE.

1. ELECTRICITE

INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire DE CHANTIER

-L'ensemble des installations sera exécuté par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur.

-La vérification de l'installation (avant mise en service) sera confiée à un organisme agréé

- L'entreprise désignée veillera à l'entretien quotidien et au dépannage rapide des installations électriques de chantier .

- Les câbles et alimentations seront arrimés en hauteur et protégés mécaniquement et signalés "sous tension".

ECLAIRAGE DE CHANTIER :

- L'entreprise désignée installera les éclairages de chantier pour les circulations horizontales et verticales et l'accès base vie.

Ensuite à charge de chaque LOT de prévoir d'éclairer ses zones de travaux, ses postes de travail.

BRANCHEMENT ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entreprise désignée aura à sa charge, l'installation électrique du chantier.

Cette installation comprend tous les réseaux de distribution nécessaires aux besoins du chantier, coffret principal de chantier, coffrets secondaires, grue (A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques sera limitée à 25 m et il sera implanté éventuellement un coffret spécifique pour l'utilisation de poste à souder). L'installation sera montée sur pieds, et munie d'un arrêt d'urgence. Les armoires devront en permanence être fermées à clé. L'installation devra être placée à l'abri des intempéries et à l'écart des zones de circulation.

MATERIEL ELECTRIQUE

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur et en bon état.

2. EAU :

Mise en place au minimum (voir plus selon besoin des entreprises) d'un point d'eau accessible (hors base-vie) pour le chantier.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Base vie : Installation dans les combles (niveau non concerné par les travaux)

Le Code du travail prévoit l'obligation de mettre à disposition des travailleurs les moyens leur permettant d'assurer leur propreté individuelle (vestiaires, lavabos, cabinets d'aisances et le cas échéant douches).

La base vie devra être opérationnelle au plus tard le 1er jour de démarrage des travaux. En cas de nécessité d'intervention avant l'installation de celle-ci pour la préparation du site, l'entreprise intervenante devra des installations de chantier autonomes pour son propre personnel le temps de la préparation.

Ces installations devront s'adapter en permanence à l'effectif du chantier.
L'hébergement sur site est interdit.

Les cantonnements seront reliés au domaine public par des voies de circulation destinées aux piétons qui pourront accéder et quitter ces installations en tenue de ville.

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie et gestion des déchets.

Sont prévus tous les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement des installations de chantier, soit :

- Branchement et distribution de l'eau potable.
- Branchement et distribution de l'électricité.
- Branchement et distribution du téléphone.
- Réseau d'évacuation et raccordement aux égouts.
- Évacuation des déchets.

Equipements :

Vérification électrique initiale des installations et consignée dans le registre de sécurité

Vérification annuelle obligatoire et consignée dans le registre de sécurité

Refaire une vérification électrique à chaque modification de l'installation initiale

Nettoyage régulier des bureaux et locaux (Sanitaires : 1/ jour)

1 extincteur par bungalow fermé (1 pour 200m² maxi)

Vérifications annuelles des extincteurs et consignées dans le registre de sécurité

A proximité des armoires électriques = extincteur CO₂

Les locaux ne doivent pas contenir de produit ou matériel dangereux ou salissant, ni servir de stockage de matériaux.

Les branchements doivent être conformes aux normes en vigueur (chauffage, électricité).

Chaque lot indiquera ses besoins spécifiques.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les circulations horizontales verticales et accès dans le chantier devront être maintenus propres et dégagés par tous.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages et évacuer ses propres déchets et gravats jusqu'au point de regroupement convenu pendant la période de préparation et confirmé à l'occasion des réunions de chantier.

En cas de non-réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante.

Nettoyage de la voirie extérieure au chantier :

Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des routes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable.

En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.

Le cas échéant :

Déneigement des voies d'accès au chantier et dans le chantier par l'entreprise désignée par le MOE.

Le déneigement des voies d'accès menant au chantier et dans le chantier doit être effectué avant toute reprise des travaux.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Un plan d'installation de chantier doit être réalisé par l'entreprise désignée par le MOE ou par le MOE.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **MOE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Le PIC intégrera :

- l'accès au site, y compris portail d'accès
- des conduites enterrées et aériens
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue et ou autres moyens de levage »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution autorisée de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **MOE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

<i>Poste</i>	<i>Réalisé par ?</i>	<i>Géré par ?</i>	<i>Echéance de fin</i>
Clôture et portail	INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	FIN DES TRAVAUX
Accès	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX
Circulations	INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	FIN DES TRAVAUX
Signalisation	INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	FIN DES TRAVAUX
Stationnement	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX
Stockage	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX
Réseaux provisoires de chantier	INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	GROS OEUVRE	FIN DES TRAVAUX
Coffret électrique général	ELECTRICITE	GROS OEUVRE	FIN DES TRAVAUX
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	FIN DES TRAVAUX
Cantonnement	INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	GROS OEUVRE	FIN DES TRAVAUX
Infirmierie de chantier	/.	/.	
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX (à réalisé quotidiennement)
PIC	MOE	MOE	FIN DES TRAVAUX
Protections collectives	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX ou suppression du risque
Accès hauteur communs			FIN DES TRAVAUX
Déchets - Gravats	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 PREPARATION		INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION	Plomb Multi danger	Prendre connaissance des repérages plomb avant travaux. Risques exportés : Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail Risques importés : Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque. La coactivité est interdite.
2 PARTITIONS / SECOND OEUVRE		PLATRERIE / FAUX-PLAFOND	Multi danger	Risques exportés : Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail Risques importés : Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque. Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.
		REVETEMENTS DE SOLS	Multi danger	Risques exportés : Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail Risques importés : Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque. Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.
		MENUISERIE INTERIEURE	Multi danger	Risques exportés : Installation de protections physiques

				<p>Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail</p> <p><u>Risques importés :</u></p> <p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque. Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.</p>
		PEINTURE / SIGNALETIQUE	Multi danger	<p><u>Risques exportés :</u></p> <p>Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail</p> <p><u>Risques importés :</u></p> <p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque. Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.</p>
3 EQUIPEMENTS TECHNIQUES		ELECTRICITE	Multi danger	<p><u>Risques exportés :</u></p> <p>Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail</p> <p><u>Risques importés :</u></p> <p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque. Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.</p>
		CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRE	Multi danger	<p><u>Risques exportés :</u></p> <p>Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail</p> <p><u>Risques importés :</u></p> <p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque. Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.</p>

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - PREPARATION

INSTALLATION / PREPARATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Plomb	<p>"Chaque entreprise devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de plomb lors de l'exécution de travaux de grattage, ponçage, démolition, etc. sur les murs, plafonds, menuiseries extérieures, éléments de charpente, portes, etc. contenant du plomb.</p> <p>Mode opératoire pour assurer votre sécurité et celle des personnes présentes sur le chantier à fournir dans les PPSPS : aspiration des poussières et fumées, isolation des déchets contaminés au plomb.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées</p> <p>Respecter les balisages en place.</p> <p>Prendre connaissance des repérages plomb avant travaux</p> <p>Pas de coactivité</p>
Multi danger	<p>Risques exportés :</p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) <p><u>Protection collective :</u></p> <p>Balisage des zones de travail (Egalement les zones en dessous des travaux en prenant en compte la courbe de chute).</p> <p>Pas de superposition de tache.</p> <p>Zones de stockage sécurisées</p> <p>Installation de protections physiques : interdiction de laisser une ouverture non sécurisée : (garde-corps conformes) et protection des trémies.</p>	<p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser <u>un travail particulier</u>, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté des mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.</p> <p>Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>Coactivité interdite.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Au fur et à mesure de la déconstruction : installez des dispositifs de sécurité collective temporaires tels que des garde-corps ou intervention munis d'EPIs antichute si impossibilité technique de mettre en place une sécurité collective conforme.</p> <p>Toutes les zones de travail devront être sécurisées contre le risque de chute.</p> <p>Signalisation des zones à risques</p> <p>Délimitation claire des espaces de travail</p> <p>Coactivité interdite</p> <p>Gravats : Évacuation par-dessus bord interdit : prévoir lift de chantier ou goulottes selon niveaux.</p> <p>Prévoir brumisateur pour rabattre les émissions de poussières des travaux de démolition</p> <p>Réaliser un plan de démolition qui garantit la stabilité des ouvrages à chaque étape de la déconstruction.</p> <p>Assurer la stabilité des ouvrages contiguës au chantier notamment en cas de vibrations.</p>	

Séquence : 2 - PARTITIONS / SECOND OEUVRE

PLATRERIE / FAUX-PLAFOND

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p>Risques exportés :</p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) <p><u>Protection collective :</u></p> <p>Balisage des zones de travail</p>	<p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser <u>un travail particulier</u>, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté des mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.</p> <p>Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>Pas de superposition de tâche.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Zones de stockage sécurisées Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail Systèmes d'aspiration des poussières	La passage sous une charge est interdit.

REVETEMENTS DE SOLS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p><u>Risques exportés :</u></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) <p><u>Protection collective :</u></p> <p>Balisage des zones de travail Zones de stockage sécurisées Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail</p>	<p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser <u>un travail particulier</u>, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté des mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.</p> <p>Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>Pas de superposition de tache. La passage sous une charge est interdit.</p>

MENUISERIE INTERIEURE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p><u>Risques exportés :</u></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les 	<p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>coactivités génératrices de risques.</p> <p>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</p> <p>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</p> <p><u>Protection collective :</u> Balisage des zones de travail Zones de stockage sécurisées Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail</p>	<p>garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser <u>un travail particulier</u>, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté des mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.</p> <p>Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.</p>

PEINTURE / SIGNALÉTIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p><u>Risques exportés :</u></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <p>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques.</p> <p>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</p> <p>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</p>	<p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser <u>un travail particulier</u>, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté des mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.</p> <p>Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<u>Protection collective :</u> Balisage des zones de travail Ventilation adaptée Zones de stockage sécurisées Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail	niveau de sécurité équivalent. Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.

Séquence : 3 - EQUIPEMENTS TECHNIQUES

ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p><u>Risques exportés :</u></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) <p><u>Qualification du Personnel :</u> Habilitation électrique obligatoire : (niveau d'habilitation adapté (B0, B1, B2, BR, BC, etc.) Formation continue et recyclage</p> <p><u>Consignation Électrique obligatoire :</u> Procédure de mise hors tension Vérification de l'absence de tension Mise en sécurité des installations Condamnation des sources d'énergie</p> <p><u>Équipements de Protection Collective :</u> Balisage des zones d'intervention Signalisation des risques électriques</p>	Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser <u>un travail particulier</u> , elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté des mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. Pas de superposition de tâche. La passage sous une charge est interdit.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Dispositifs de consignation Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques Délimitation claire des espaces de travail	

CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p>Risques exportés :</p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) <p><u>Équipements de Protection Collective :</u> Balisage des zones d'intervention Signalisation des risques électriques Dispositifs de consignation Installation de protections physiques Signalisation des zones à risques (Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage) Délimitation claire des espaces de travail</p>	<p>Respecter la signalisation et le balisage mis en place par l'entreprise qui génère le risque.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser <u>un travail particulier</u>, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté des mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.</p> <p>Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>Pas de superposition de tache. La passage sous une charge est interdit.</p>

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.

De manière générale, chaque entreprise sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel.

Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en

place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en oeuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.

L'entreprise désignée (voir PGC 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier) sera chargée de la fourniture et de la mise en place des protections collectives jusqu'à l'achèvement des travaux ou suppression du risque :

Gardes corps sur escaliers, sur les ouvertures baies, balcons, toiture, protections des trémies horizontales et verticales, des excavations et bords de talus etc.

L'entreprise devra également éviter et vérifier qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise désignée.

Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.

Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'oeuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections et/ou le Maître d'ouvrage, Maître d'oeuvre, CSPS.

Chaque entreprise devra organiser son chantier de manière à maintenir l'accès sécurisé au chantier pendant toute la durée des travaux

Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.

Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.

Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.

Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.

La priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires, Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Les autres LOTS auront aussi à prévoir et à mettre en place leurs propres protections collectives pour leurs interventions en hauteur, en élévation avec par exemple la mise en place d'échafaudages réceptionnés, de PIRL, usage de nacelles PEMP, protections contre les chutes de personnes etc.

Prendre connaissance des repérages amiante et plomb avant d'intervenir (mesures à joindre dans le PPSPS).

La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes

généraux de prévention :

- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques.

- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).

- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)

- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.
 - Chaque entreprise recherchera et mettra en oeuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.
 - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chaînette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.
 - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel.
- Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises (également constaté par le CSPS) , de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

La remise du PPSPS avant travaux est obligatoire --> informations à fournir dans les PPSPS :

Coordonnées entreprise :

Nom de l'entreprise et adresse

Opération et adresse

Effectif et évolution

Responsable sur site

Lot et Sous-traitance :

Titulaire ou Sous-traitant

Prévision de sous-traitance

Tâches envisagées en sous traitance

Coordonnées des sous-traitants

Consignes 1er secours :

Nombre de secouristes et coordonnées

Le matériel médical existant sur le chantier

Les mesures prises pour évacuer les victimes d'accidents

Condition d'hygiène mis à disposition des salariés :

(sanitaire - vestiaires - réfectoire)

Mesures prises par l'entreprise pour prévenir les risques découlant :

De l'exécution par d'autres entreprises

Des contraintes propres au chantier

La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise.

Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Mesures prises pour assurer la continuité des protections collectives.

Mesures prises pour prévenir les risques dans le cadre des approvisionnements (DHOL)

Le chantier devra être interdit au public : En cas de démontage de clôture ou de portail existant, l'entreprise qui les dépose devra mettre en place une installation provisoire pour maintenir un chantier clos.

Circulation intérieure au chantier :

Les entreprises devront rouler au pas.

La circulation et le stationnement des véhicules personnel sont interdits sur le chantier.

Le stationnement des véhicules se fera sur un parking défini dans le plan d'installation de chantier réalisé.

Aucun stockage et stationnement ne sera autorisé sur les voies de circulation.

Pas de stationnement sous une zone de travaux.

Les voies pompiers, urgences seront maintenues libres en permanence.

Refermer les accès au chantier après chaque passage.

Le port des EPIs est obligatoire et ils doivent être en adéquation avec les travaux à réaliser avec bordereau de vérifications des EPIs à jour et nominatif.

Disposer d'un téléphone en état de fonctionnement avec batterie chargée pour les appels d'urgence.

Interdiction de fumer sur le lieu de travail.

Horaires convenable de travail et pose repas obligatoire.

À la clôture du chantier, l'entreprise s'assurera de l'absence de dangers résiduels, de la remise en état de la zone, de l'élimination des déchets, matériaux et matériels.

Chute de hauteur :

Hiérarchie des mesures de prévention à prévoir:

1. Protections collectives (prioritaires)

Les entreprises doivent installer au fur et à mesure de l'avancement des travaux :

Garde-corps normalisés en périphérie des zones de travail en hauteur

Platelages de protection

Filets de sécurité sous les zones de travail

Auvents pour protéger les zones de passage

Protections basses (plinthes) d'au moins 15 cm en périphérie des zones de travail

Barrières de protection pour délimiter les cheminements et interdire l'accès aux zones dangereuses

2. Moyens d'accès sécurisés

L'entreprise doit prévoir :

Échafaudages conformes aux normes :

Nacelles élévatrices appropriées

Échelles conformes et en bon état

Passerelles de circulation sécurisées

3. Équipements de protection individuelle (EPI)

En dernier recours, lorsque les protections collectives sont impossibles :

Harnais antichute avec points d'ancrage certifiés

Lignes de vie temporaires ou permanentes

Chute d'objet :

Les entreprises réalisant des travaux en hauteur devront baliser leurs zones de travail en prenant en compte la courbe de chute.

Interdire toute personne de passer sous une zone de travaux : les travaux en superposition sont interdits.

Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à

la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)

Le matériel est attaché jusqu' à sa fixation ou dépose définitive.

Amiante/Plomb :

Prendre connaissance des repérages avant interventions (mode opératoire PPSPS, le cas échéant).

Eclairement :

Les zones de travaux et de circulations doivent être suffisamment éclairées : un éclairage collectif devra être mis en place dans les zones de circulations communes.

Les entreprises devront avoir en permanence à disposition des éclairages complémentaires sur leurs postes de travail.

Eclairage des postes de travail en zone humide, sous-sol, vide sanitaire... : utilisation obligatoire de baladeuse en très basse tension de sécurité (TBTS) ou sur batterie.

Les éclairages à lumière froides sont à favoriser

Stabilité, Renversement :

Le matériel ou des matériaux peuvent se renverser ou basculer suite à un déséquilibre (un défaut de stabilisation, d'amarrage, d'ancrage ou des appuis, des effets du vent, suite à un choc et/ou une mauvaise manœuvre, une mauvaise répartition de charge, un dépassement des limites d'utilisation de l'engin...)

Stockage précaire : L'ensemble du matériel entreposé ou stocké devra être stable et amarré pour éviter le risque de chuter sur quelqu'un.

Ne stockez pas sur un sol encombré, inégal ou glissant (ou pouvant le devenir).

Stockez les éléments les plus lourds le plus en bas possible, afin d'avoir le centre de gravité le plus bas possible.

Privilégiez le stockage à plat.

Utilisez les râteliers pour le stockage vertical.

Inhalation poussières :

Les entreprises utilisent des matériels permettant de réduire les émissions de poussières par aspiration à la source (découpe, ponçage,...) ou humidification. Compléter ces dispositifs par la mise à disposition de masque anti-poussière. Pour le nettoyage du chantier il est demandé aux entreprises d'utiliser des aspirateurs industriels.

Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)

Silice : prendre connaissance de l'annexe au PGC. Ce risque doit être pris en compte dans les PPSPS des entreprises. Un vestiaire doit être mis à disposition des entreprises pour qu'ils puissent se changer avant d'aller au réfectoire.

Employer des matériels adaptés (ex : usage de robots, gommage laser, découpe au jet d'eau)

- Utiliser des matériels travaillant à l'humide (ex : hydrogommage, carter de découpe à l'humide)

- Capturer les poussières à la source

- Ventiler les espaces confinés

- Interdire les accès à la zone polluée et la co-activité

- Aspirer les poussières en proscrivant le balayage et le soufflage et en favorisant le nettoyage à l'humide

Utilisation de moteur thermique :

Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des bâtiments, locaux, espaces clos quel qu'ils soient.

Brûlures, Chocs, Coupures :

Protéger et signaler tous les éléments présentant un risque de coupure ou de choc.

Utiliser du matériel et des EPIs adaptés et entretenus.

Interdiction de retirer les éléments de sécurité du matériel (écrans protecteurs, carters...)

Tout opérateur amené à utiliser du matériel spécifique doit avoir reçu une formation à l'utilisation en sécurité de la machine dès son arrivée à son poste.

Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaires à

la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)

Inflammation/Explosion :

Le stockage des produits inflammables doit se faire dans une zone sécurisée.

Les entreprises ne peuvent stocker à l'intérieur des produits présentant des risques d'inflammation ou d'explosion.

Lors de l'utilisation de ces produits assurer une bonne ventilation des locaux, compléter avec un dispositif spécifique si nécessaire.

Interdiction de fumer ou travaux par point chaud à proximité.

Utilisation non sécuritaire d'appareils à gaz ou utilisation de bouteilles de gaz :

En amont de l'installation d'une bouteille, assurez-vous d'identifier le gaz qu'elle contient notamment en lisant bien sa fiche de données de sécurité et vérifiez le bon état de la bouteille dont notamment l'absence de fuites au niveau du robinet.

Ne recherchez jamais une fuite de gaz inflammable à l'aide d'une flamme ou d'une cigarette, au risque de subir de graves brûlures.

Pour le stockage des bouteilles de gaz, le local doit être aménagé selon la réglementation en vigueur, notamment en termes de ventilation. Les bouteilles doivent être stockées dans un lieu propre et ventilé à l'abri des intempéries et de toute source de chaleur. Une signalisation interdisant de fumer près du lieu de stockage des bouteilles doit être mise en place. Différenciez les bouteilles pleines des bouteilles vides et évacuez ces dernières au plus vite.

Prenez connaissance également des positions, debout ou couchées, adaptées à chaque type de gaz pour le

rangement des bouteilles.

À noter que les bouteilles de gaz installées debout doivent être placées dans un chariot ou un cadre adéquat, attachées à l'aide d'une sangle ou d'une chaîne à un mur ou une armature solide.

Il est primordial de vérifier la compatibilité des bouteilles de gaz, certains gaz étant incompatibles entre eux. Pour cela, consultez la fiche de données de sécurité. En aucun cas ne stocker ensemble les produits combustibles et comburants. Et pensez à séparer les produits combustibles des gaz inflammables.

Contact électrique :

Les travaux doivent être réalisés hors tension. S'assurer avant tout travaux de la mise hors tension des réseaux (PV de consignation, attestation de mise hors tension....).

Si la mise hors tension n'est pas possible, les réseaux restant sous tension doivent être repérés, protégés... et le personnel doit être en possession des habilitations électriques adaptées aux travaux à réaliser : mettre en place les protections collectives adaptés et interdire l'accès.

Le matériel électrique est conforme aux normes en vigueur, en bon état et à jour de ses vérifications réglementaires.

Utilisation interdite de multiples enrouleurs.

Manutentions manuelles :

Les entreprises prennent les mesures d'organisation appropriées ou utilisent les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur PPSPS, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.

Quel que soit le type de matériel de levage retenu, et préalablement à toute opération d'approvisionnement, les entreprises doivent mettre en place des dispositifs permettant d'acheminer les charges à leur point de destination sans que le personnel affecté à leur réception soit, à aucun moment, exposé à un risque de chute.

Limiter le poids des charges à manutentions manuellement, utiliser du matériel d'aide à la manutention, et former les intervenants aux gestes et postures.

Travaux par point chaud :

Protéger l'environnement du poste de travail (retirer tout objet ou matériel inflammable), présence obligatoire d'un extincteur (apporté par l'entreprise et approprié à l'usage) adapté en état, à proximité du poste de travail

Etablissement d'un permis de feu avec l'exploitant le cas échéant.

Evacuation des déchets, rangement et nettoyage du chantier.

Surveillance après travaux et avant de quitter le site (minimum 2h avant).

Ventilation des locaux.

Interdiction de fumer sur site.

Approvisionnements :

Maintenir en place la sécurité collective contre le risque de chute.

Produits dangereux :

Recenser les produits dangereux utilisés.

Prendre connaissance des Fiches de Données de Sécurité et appliquer les consignes de sécurité.

Détailler les modes opératoires pour la mise en œuvre et le stockage de ces produits (PPSPS).

Déplacement de plein pied :

Les entreprises devront laisser en permanence les allées de circulations et les issues de secours libres.

Rangement et propreté permanent des postes de travail et des circulations.

Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies sur le PIC.

En cas de stockage provisoire : zone balisée à l'écart des zones de circulations.

Trémies :

Obturer le vide des trémies.

Favoriser tant que possible la pose d'un platelage comme moyen de protection

Si l'obturation complète de la trémie est impossible ou inadaptée, disposer des garde-corps fixés en rive de dalle de la zone d'ouverture de plancher.

Le dispositif de protection ne doit pas gêner et doit :

- protéger les circulations et travaux autour de la trémie
 - protéger les circulations et travaux au-dessus de la trémie
- Si possible prévoir l'accès en hauteur par un escalier définitif ou provisoire.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS se réservent le droit, en cas de défaillance ou carence d'une Entreprise de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, de faire appel à une Entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'Entreprise défaillante. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS se réservent le droit, en cas de défaillance ou carence d'une Entreprise de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, de faire appel à une Entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'Entreprise défaillante. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Lorsque les manutentions manuelles ne peuvent être évitées, l'employeur évalue les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organise les postes de façon à limiter ces risques (aides mécaniques, accessoires de préhension).

Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. L'entreprise devra définir en collaboration avec son médecin du travail les mesures appropriées.

Formation des salariés sur les manutentions manuelles,

Les manutentions manuelles répétitives doivent être remplacées ou aidées par des levages mécaniques,

Les charges soulevées à la main ne doivent pas dépasser 30 kg : 25 si possible (C.R.A.M.),

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Sensibilisation et formation du personnel opérateur aux FDS

EPI spécifiques prévues aux FDS

Privilégier l'usage de produits non dangereux ou moins dangereux.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud. Vérifier l'absence de produits inflammable ou dangereux à proximité de la zone de travaux.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS, et préciser les mesures de prévention dans son PPSPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages doivent être en adéquation avec les travaux à réalisés et l'utilisation qui en est prévue, selon les besoins des entreprises (accès, stockage des matériaux...)

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.

Cet échafaudage dépassera au moins d'un mètre l'ensemble de la toiture et devra servir de sécurité collective conforme (toutes zones de travail).

L'échafaudage servant également de protection périphérique anti-chute, les garde-corps doivent être doublés par des filets de recueil et les ancrages de l'échafaudage doivent être calculés en conséquences suivant les instructions du fabricant.

Vigilance selon conditions météo :

Pour mémoire, les travaux en hauteur sont interdits lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables (neige, verglas, gel, vent, pluie, vent violent, inondations).

En outre, l'article R4225-1 du Code du travail, relatif aux lieux de travail concernant l'aménagement des postes de travail extérieur prévoit que ces postes de travail soient aménagés de telle sorte que les travailleurs, dans la mesure du possible soient protégés contre les conditions atmosphériques.

Les échafaudages doivent être installés de manière à prévenir le risque de glissement, de renversement et d'affaissement.

Les travaux d'échafaudage doivent être arrêtés en cas de vent fort (selon notice du constructeur). L'échafaudage doit être contrôlé pour repérer les éventuels dommages sitôt l'accalmie passée.

La mise à disposition d'un échafaudage par une entreprise s'accompagne d'un document qui officialise le transfert de garde de l'échafaudage. L'entreprise qui prend en charge l'échafaudage s'assure visuellement que celui-ci correspond au cahier des charges défini pour ses travaux et signe le procès-verbal.

Avant montage de l'échafaudage, une réunion sera organisée afin de définir les besoins exacts des différentes entreprises devant utiliser cet échafaudage.

L'échafaudage sera réceptionné avant utilisation par l'ensemble des entreprises concernées par son utilisation.

Dans le cas où la société de location met à disposition un échafaudage (avec montage, vérifications et démontage) pour une entreprise utilisatrice qui va exécuter des travaux de désamiantage, c'est l'entreprise utilisatrice qui prend à sa charge la décontamination de l'échafaudage. Cette tâche doit être consignée dans le contrat de location de l'échafaudage. La procédure de décontamination et de restitution de l'échafaudage à l'entreprise prestataire (qui démontrera celui-ci) doit figurer dans le mode opératoire (Ss4) ou dans le plan de retrait (Ss3) de l'entreprise utilisatrice. A cet effet, les deux entreprises établissent un PV de réception après montage, et un PV de restitution après décontamination de l'échafaudage.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur, ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement et ayant suivi une formation appropriée à l'engin utilisé (CACES par exemple), .

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,

Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments. Définir la largeur nécessaire avant intervention et aménager en conséquence.

Basculement d'engin :

S'assurer de la stabilité et de l'état du sol ou de la capacité de l'engin (pente trop forte, instabilité, terrain hétérogène, etc.).

Examen d'adéquation levage/engin (basculement en cas de dépassement des capacités).

Prendre en compte les éléments naturels (vent, orage, pluie, obscurité, etc.)

Les entreprises utilisent des engins conformes à la réglementation.

Les engins et matériels sont à jour de leurs contrôles périodique et régulièrement entretenus. Idem concernant les appareils de levage (sangles, crochets...).

Les entreprises devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les émissions de poussières, les particules, le CO2 dans l'atmosphère et les projections liées à ses activités.

Les engins sont équipés de gyrophares et signal sonore de recul (Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier).

Les zones de travaux sont balisées et adapté en permanence.

D'autre part, un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner doit être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices

Consignes d'utilisation des PEMP :

Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail

Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP.

Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise.

Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition.

Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement

Coactivité :

Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.

Respecter les cheminements, signalisation temporaire et sécurité mis en place.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise titulaire , en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté.

-Chaque entreprise devra le nettoyage de son chantier au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. Les débris, chutes et déchets de toutes sortes provenant de la mise en oeuvre de ses matériaux ou produits ne devront en aucun cas gêner les autres corps d'état dans l'exécution de leurs travaux.

-En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux et logements touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

-Dans tous les cas, l'entrepreneur procédera au nettoyage final de ses ouvrages et de son chantier et maintiendra ceux-ci en bon état jusqu'à la date de réception des travaux.

-Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise.

Dans cet objectif, l'entreprise en charge de lots de travaux sera tenue de procéder à l'évacuation en décharge des débris, chutes et déchets liés à la réalisation de ses travaux.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

L'aire occupée par les matériaux ou matériels est maintenue en permanence en état de propreté et d'ordre pendant toute la durée des travaux.

Au même titre, la base vie et ses abords seront constamment tenus en état de propreté, nettoyés et entretenus quotidiennement.

Il sera absolument interdit de brûler ou d'enfouir les déchets sur le chantier.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

CHACQUE ENTREPRISE est responsable de l'évacuation des déchets.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
 - DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagement
 - D.I.C.T - Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires, exploitants, concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

SOL ET SOUS-SOL AIPR

Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...)

RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES

Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informerait auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.

Afin d'éviter les risques électriques, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.

RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :

- 3 m pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)
- 5 m pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)
- 1,50 m pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.

Demande de mise hors tension

Si nécessaire, demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour la durée de l'intervention à risque, et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R.4534-116).

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zones publiques que privées.

- Demandes d'arrêtés - A demander si nécessaire auprès de la maîtrise d'oeuvre et la commune.
- Autorisations concessionnaires - A demander si nécessaire auprès de la maîtrise d'oeuvre et des exploitants.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les zones en travaux seront séparées par des barrières type HERAS et/ou par des cloisons étanches.
Tout devra être mis en place de manière à ce que le public ne puisse accéder aux zones de chantier.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Pas de chantier voisin connu à date.

En cas de chantier à venir, le donneur d'ordre ou le CSPS concerné par le nouveau chantier devra prendre contact avec le maître d'ouvrage et le CSPS du chantier en cours, pour définir les exigences de sécurité concernant les interférences et la coactivité éventuelle.

Les entreprises et le MOE devront tenir compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'OEuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'OEuvre doit faire une demande à la DRIRE pour savoir s'il y a des tours aéro-réfrigérantes à proximité du chantier.

Si les travaux se déroulent à proximité d'une tour aéro-réfrigérante, le chef de l'établissement doit mettre une signalétique de sécurité signalant le port d'EPI appropriés (légionellose . . .).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles-ci.

Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Lors d'intervention dans le site en exploitation il conviendra au préalable d'organiser l'intervention avec l'exploitant pour analyser les risques du à l'environnement pour l'entreprise intervenante, et étudier l'impact de l'intervention sur les activités en exploitation.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

Travaux par point chaud :

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds.

Les travaux par point chaud sont des opérations susceptibles de générer des sources de chaleur ou des étincelles pouvant provoquer un incendie.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Protocole de Sécurité :

Autorisation préalable (Permis feu à réaliser auprès du chef d'Etablissement).

Zone décontaminée (absence d'éléments inflammable à proximité).

Moyens de lutte contre l'incendie (extincteur...) à proximité du poste de travail.

Surveillance pendant et après travaux (arrêter au minimum 2h avant de quitter le poste de travail)

Port des équipements de protection individuelle

Les Entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.)

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les Entreprises.

Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds devront approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs portatifs.

10 % des salariés travaillant sur le site devront connaître le maniement des extincteurs.

Quel que soit leur usage (chauffage, cuisson, destruction); les feux sont strictement interdits sur le chantier y compris dans la zone réservée aux cantonnements.

Il est également strictement interdit de fumer sur le chantier hors zone prévue à cet effet.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

Lors d'intervention dans le site en exploitation il conviendra au préalable d'organiser l'intervention avec l'exploitant pour analyser les risques du à l'environnement pour l'entreprise intervenante, et étudier l'impact de l'intervention sur les activités en exploitation.

6.7. Cas particulier

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité en cas d'urgence et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées sur le chantier.

Sauveteur Secouriste du Travail (SST) :

Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S le nom de ses secouristes du travail. Dans le cas de sous-traitance, l'entreprise titulaire imposera à ses sous-traitants la présence d'un secouriste du travail, qui restera présent sur le chantier pendant la durée des travaux.

En l'absence de secouriste au sein d'une entreprise, celle-ci s'assurera de la présence d'un secouriste d'un autre corps d'état pendant son intervention.

Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage.

Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si un secouriste du travail est présent sur le chantier.

Moyens d'appel des secours :

Mettre en place un téléphone accessible par tout le personnel pendant les heures travaillées. S'il est situé en salle de réunion ou un bureau de chantier, ces locaux devront être ouverts en présence d'entreprise sur le site.

En cas d'utilisation d'un téléphone portable, il devra être accessible en permanence avec chargeur dans un lieu fixe.

Les consignes et N° à appeler en cas d'urgence seront affichés dans la base-vie.

Les consignes d'appel des secours seront rappelées dans tous les P.P.S.P.S.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Généralités

- Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie ou d'accident de travail doivent figurer sur le Plan Particulier de Sécurité, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

- Le Coordonnateur devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

- Le titulaire devra afficher dans les cantonnements les différents numéros d'appel d'urgence.

- Les issues de secours devront être dégagées et libres de tout obstacles.

- Toutes les entreprises devront avoir au minimum dans chaque équipe, un téléphone disponible rapidement et en état de fonctionnement.

Repérage des lieux - Signalisation

-Le titulaire installera, en accord avec les services de police et de la voirie, une signalisation indiquant clairement la localisation du chantier (panneaux, fléchage, etc.).

-L'Entreprise assurera la maintenance de cette signalisation.

Matériels de secours

-Chaque Entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier et éventuellement à compléter régulièrement). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de la localisation de ces boîtes. Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement dans la base vie.

Appel au secours : Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours. Il est nécessaire que chaque entreprise dispose d'un moyen de communication en état de fonctionnement, rapidement et facilement accessible.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Base-vie ou entrée du chantier (à représenté sur le PIC).

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : PALAIS CAMBOUT

Adresse : 31 RUE CAMBOUT 57000 METZ

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Base-vie ou entrée du chantier (à représenté sur le PIC).

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Arrêt_Cour_de_Cassation_du_14_Janvier_2025
- Annexe_SCALP
- Annexe_METAH
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- BASE-VIE installations obligatoires
- DHOL 1